



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 10 mars 1979

N° 13

PRIX : ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Editorial

FACE A UN GOUVERNEMENT BALLOTÉ, ATTAQUÉ DE TOUTES PARTS, ENGAGEONS LA LUTTE

Loin de se calmer, la colère des ouvriers de la sidérurgie semble s'étendre et gagner de nouvelles couches de travailleurs.

Parallèlement à cette agitation croissante et tandis que les travailleurs durcissent leur action, on voit les hommes du gouvernement s'inquiéter, s'agiter, et commencer à changer de ton. BARRE a perdu de son arrogance et se veut «compréhensif» maintenant vis-à-vis des sidérurgistes. CHIRAC et les politiciens du RPR multiplient les déclarations démagogiques et montrent une opposition de façade de plus en plus résolue à GISCARD, dans le but de se démarquer et d'éviter le discrédit de plus en plus prononcé qui touche actuellement la politique gouvernementale.

Car les coups de colère des travailleurs du Nord, de la Loire ou de la Lorraine, rencontrent un écho certain et une grande sympathie dans la population française qui à un titre ou un autre, est également touchée par les effets de la crise. Les travailleurs expriment ainsi leur exaspération et leur profond mécontentement contre la hausse des prix, les menaces de licenciements, les incertitudes qui pèsent aujourd'hui sur leurs conditions de vie et de travail.

Ici, nous avons encore bien plus de raisons d'être mécontents et exaspérés. Car la dégradation des conditions d'existence, nous la connaissons depuis plus longtemps et de manière bien plus approfondie que les travailleurs français. A cela s'ajoutent les discriminations, le racisme et le mépris d'un pouvoir colonial étranger qui nous opprime dans notre propre pays.

Eh bien, alors que ce même gouvernement dans la métropole colonialiste est aux prises avec la colère des travailleurs et qu'il se sent attaqué de toutes parts, c'est le moment ou jamais pour nous ici de lui arracher les revendications qui nous tiennent à cœur depuis longtemps. C'est le moment ou jamais de manifester nous aussi notre exaspération et notre volonté d'en finir avec la misère et toutes les difficultés matérielles et morales qui nous accablent.

Il nous faut en finir avec les hésitations et les atermoiements de dirigeants politiques et syndicaux timorés et réformistes ! C'est le moment d'engager une lutte résolue et farouche contre les autorités coloniales et les exploitateurs de ce pays.

Si nous le voulons vraiment nous pouvons par la force arracher le droit au travail, l'arrêt de l'émigration forcée, des salaires décents et le respect de notre liberté et de notre dignité. Rien n'a jamais été obtenu sans combattre, et la lutte est notre seule chance de victoire.

Les maîtres de ce pays sont aujourd'hui aux abois. A nous de tirer parti de leur inquiétude et de leur peur !

CANTONALES CONTRE LE POUVOIR COLONIAL GISCARDO-RPR PARTOUT, VOTEZ LE PLUS A GAUCHE POSSIBLE

Les cantonales ne concernent que la moitié du corps électoral. Sur 72 cantons, seuls 36 sont renouvelables. Ces élections à la portée limitée n'ont pas, bien sûr, l'impact des législatives ni même peut-être celui des municipales.

Mais dans la mesure où les conseils généraux apparaissent en quelque sorte comme de petits parlements locaux où les problèmes politiques, économiques et sociaux trouvent une certaine résonance, une grande partie des travailleurs s'y intéresse.

Bien sûr, pas plus que d'autres types d'assemblées élues dans le système électoral de la démocratie bourgeoise, le conseil général n'a de réels pouvoirs. Et il en a même plutôt moins que les autres.

Mais le pouvoir affecte, aux Antilles

bien plus qu'en France, d'accorder une certaine importance, à ce que disent et font les conseils généraux.

Lors de grèves importantes ou particulièrement combatives, les préfets «mettent dans le bain» les assemblées locales pour leur faire évidemment porter une part des responsabilités. Il s'agit de leur faire entériner les solutions du pouvoir face à de telles luttes des travailleurs, y compris et surtout lorsqu'il s'agit de les réprimer.

On a vu quelquefois des conseils s'insurger contre les diktats ou contre la répression colonialiste. Mais ce n'est jamais allé au-delà de mouvements de protestation ou tout simplement d'humeur.

Car les gens qui siègent en général dans l'assemblée locale, qu'ils soient de gauche

ou de droite, sont des politiciens éprouvés qui jouent depuis longtemps un jeu politique bourgeois dont ils respectent loyalement les règles.

Ils ne sont en réalité passibles d'aucune «fausse note». S'il leur arrive de refléter les luttes qui se déroulent dans les couches pauvres, c'est surtout pour avertir le pouvoir colonial qu'il y aurait danger à dépasser certaine limite... danger pour ce pouvoir bien sûr !

Ces élections au conseil général arrivent à un moment où les effets de la crise contraignent les travailleurs à mener depuis quelques mois des luttes incessantes et dures. Elles interviennent au moment où en France même, de tous côtés, éclate la colère des travailleurs. *Suite page 4*

IL FAUT COMBATTRE L'ARBITRAIRE COLONIAL!

Le producteur d'émissions radiophoniques Bib Monville vient d'être suspendu par FR3 à Fort-de-France, tandis qu'à Lyon, le postier Martiniquais Gros-Dubois doit avoir commencé une grève de la faim au moment où nous écrivons. Voilà deux faits qui montrent que la répression coloniale continue de s'abattre sur les Antillais.

En s'attaquant à Bib Monville, en refusant de donner satisfaction à Gros-Dubois, le colonialisme montre bien qu'il est bien décidé à s'en prendre à tous ceux qui ont un minimum de dignité dans ce pays et à faire plier ceux qui refusent de se courber devant les colonialistes. En bref, il faut attaquer tous les Antillais qui manifestent si peu que ce soit de l'indépendance d'esprit.

Mais nous ne devons pas rester les bras croisés devant de tels actes. Une protestation verbale ne suffit pas. Il faut que dans l'immédiat tous ceux, travailleurs et démocrates qui se sentent concernés par ces deux affaires se mobilisent pour faire reculer un pouvoir colonial dont les maîtres-mots sont : répression, vexations racistes et discrimination.

*Réintégrez Bib Monville !
Donnez satisfaction à Gros-Dubois !*

EMIGRATION: solidarité avec GROS-DUBOIS

A l'heure où nous écrivons, Victor Gros-Dubois, postier martiniquais travaillant à Lyon a dû avoir entrepris une grève de la faim pour protester contre le fait que l'administration coloniale n'ait pas tenu les engagements qu'elle avait pris envers lui lors de la grève de la faim qu'il avait déjà menée en Mai 1977.

Victor Gros-Dubois avait été licencié par la direction des PTT pour un vol qu'il n'avait pas commis. Innocenté à 3 reprises par la justice, il n'est tout de même pas réintégré. Chômeur, couvert de dettes, sa vie familiale brisée, il n'entrevoit qu'une solution : exiger réparation des PTT. Il fait une grève de la faim de 25 jours au bout desquels l'administration lui fait un certain nombre de promesses : embauche en tant qu'auxi-



liaire avec promesse de titularisation au bout d'un an, avec possibilité de retourner en Martinique.

Aujourd'hui, 2 ans après, ces promesses ne sont pas tenues. Gros-Dubois est toujours auxiliaire. Il vit toujours en France. Pire, on ajoute à tout cela des tracasseries. Alors qu'il a plus de 4 ans d'ancienneté, on le fait redébuter au bas de l'échelle. Ensuite, son indice de traitement régresse ! Il est l'objet de mesures vexatoires de la part de ses supérieurs.

C'est dans ce contexte que Gros-Dubois exige son retour en Martinique, la reconstitution de sa carrière, afin qu'il ne supporte pas les conséquences financières de l'attitude des PTT, et sa titularisation.

Nous devons soutenir sa lutte contre l'administration coloniale.

ENCORE L'ARBITRAIRE A FR3

Le producteur d'émission radiophonique et musicien de jazz Bib Monville vient d'être suspendu par la direction

de FR3 Martinique, en attendant que son cas soit tranché par la direction parisienne de FR3.

Le «crime» de Bib Monville est tout simplement d'avoir fait diffuser dans une des émissions qu'il produit une composition de Guy Méthalie «Trempage». Dans ce morceau qui est l'équivalent de «Pot-Pourri», Guy Méthalie faisait en créole, ce que nombre d'humoristes français font : faire coïncider une déclaration prêtée à une personnalité avec les paroles d'une chanson. Ainsi, des hommes comme Renard, Dijoud, Emile Maurice et bien d'autres étaient brocardés par Guy Méthalie.

En agissant de cette manière, FR3 montre tout simplement qu'elle se moque de la liberté de pensée et qu'elle ne veut faire aucun mal à tous ceux qui ont la charge à l'heure actuelle de diriger la Martinique.

Mais les artistes sont décidés à protester contre cela. Ils ont tenu un gala de soutien à Bib Monville le Mardi 6 Mars à Fort-de-France.

LES REACTIONS APRES BAIMBRIDGE

Les affrontements entre élèves français et guadeloupéens au lycée de Baimbridge, tout comme les incidents entre professeurs blancs et élèves noirs au lycée de Trinité en Martinique, ont suscité des réactions diverses, de la part des différentes organisations syndicales et politiques des deux îles, notamment à travers leur presse. La droite et ses suppôts (RPR, PR, France-Antilles) mais aussi certaines organisations se disant progressistes (LICA, SNES) ont tendance à renvoyer les protagonistes dos à dos, au nom d'un «anti-racisme» abstrait, condamnant également «racistes blancs» et «racistes noirs», passant allègrement sous silence la situation coloniale qui est à l'origine de ces affrontements. Les



Assemblée d'élèves à Baimbridge

Ph. GEBER

Sous la plume de H. Mangattale, France-Antilles Martinique, renvoyant dos à dos «tous les racistes» écrit (2/03/79) :

Malgré les théories philosophiques, les travaux scientifiques et une éducation dont tous les éléments ne peuvent être contrôlés, on ne peut empêcher les pensées racistes dans les consciences. Nous croyons que le seul moyen d'arrêter les réactions racistes est au moins la répression (...). Pourquoi pas des sanctions exemplaires, avec un jugement immédiat, après consultation d'un jury particulier composé des ethnies concernées en partie égale. L'exécution du jugement se ferait en place publique et comporterait des châtiments corporels. En cas de meurtre, la peine de mort comme d'habitude : les faibles ou les hypocrites diront : «c'est revenir à la barbarie» (...) Cette même société qui se révolte contre quelques coups

Ce texte, qui aurait pu être signé par n'importe quel réactionnaire de Paris ou de Marseille, montre que la bêtise, elle, ignore les barrières raciales !

La LICA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme) qui vient de fonder des sections aux Antilles, définit ses conceptions :

Toutes les grandes villes de France possèdent une section de la LICA et il m'a paru normal que Fort-de-France et Pointe-à-Pitre possèdent à nouveau aussi leurs propres sections. Mais la LICA dans les DOM ne répond absolument pas à un «besoin

Notons que la LICA de Guadeloupe s'est constituée partie civile contre les racistes en déconseillant aux élèves d'utiliser la violence, pour ne pas «compromettre» son action.

Un groupe ou un individu nous a fait parvenir un texte signé : LE SANG DES ANCETRES (17/02/79).

En présentant comme «racisme» ce qui n'est que du nationalisme, manifestation naturelle d'un peuple exploité par des colonialistes étrangers, la LICA vise à légitimer, à justifier la présence coloniale française (...). Si tous les Français sont Blancs, tous les Blancs ne sont pas français, le principal dirigeant nationaliste de la Martinique,

de fouets, admet très bien et nous ne l'en critiquons pas, la guillotine, la chambre à gaz et la pendaison (...) Les Noirs traumatisés par des siècles de déportation et d'esclavage ont en eux de puissantes rancœurs ce qui ne les empêche pas d'être racistes, en traitant les Indiens de «coolie», les Asiatiques de «Chine» et les Européens de «Zoreilles» avec un mépris qui les déshonore eux-mêmes. Les Blancs imprégnés d'un esprit de domination qui anima l'Europe se croient souvent encore (sic) dans des colonies et dépassent quelquefois la mesure (...) (Les élus doivent) prendre enfin au sérieux le problème du racisme insidieux qui sévit chez nous au niveau de chaque ethnie.

particulier» (...) En fait, je vous dirai que le racisme n'est pas le monopole des blancs. Et j'ajouterai que je ne pense pas que pour lutter contre un racisme blanc, il faille devenir raciste noir...

(Jean-Pierre Bloch)

Alfred Marie-Jeanne est un Blanc (...)

VIVE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE DE LA GUADELOUPE !
HALTE AU CHOMAGE ! HALTE A L'IMMIGRATION FRANÇAISE !
LA GUADELOUPE AUX GUADELOUPEENS ! FRANÇAIS DEHORS !

L'Union de la Jeunesse Communiste Guadeloupéenne appelle à l'auto-défense :

Si certains étrangers se croient autorisés par l'administration rectorale, préfectorale et militaire à organiser des actions de commandos à cause de leur pigmentation, ils rencontreront désormais une riposte PLUS SEVERE de la part des Jeunes Guadeloupéens. Car ceux-ci constitueront des BRIGADES D'AUTODÉFENSE pour prévenir tout acte fasciste ou raciste, toute atteinte

à la dignité de la Jeunesse. Jeunes Guadeloupéens, nous devons être UNIS dans la riposte et éviter les clivages politiques préjudiciables à l'organisation d'une action à grande échelle. Les organisations démocratiques, partis politiques, syndicats doivent réagir et exprimer leur réprobation contre l'acte d'agression raciste perpétré au lycée de Baimbridge.

Le Parti Communiste Guadeloupéen, dans un communiqué signé du Comité Central, affirme :

Ces événements de Baimbridge ne sont pas un phénomène isolé, mais s'inscrivent dans un contexte général d'exploitation économique, de violence et d'oppression nationale du peuple guadeloupéen (...) Cette politique inhumaine, anti-populaire, anti-guadeloupéenne, est le fait du capitalisme décadent, qui ne peut rien offrir d'autre aux travailleurs que le chômage

massif, la misère sans cesse croissante, l'inflation, la pollution, la drogue, les jeux de hasard, la prostitution et leur cortège de crimes et de délits (...) Pour nous, Communistes Guadeloupéens, notre position est claire : le racisme a toujours été (et reste) une diversion pour mieux masquer le renforcement de l'exploitation ECONOMIQUE et de l'oppression NATIONALE et SOCIALE.

organisations liées aux partis communistes, et celles d'obédience nationaliste, ont quant à elles soutenu l'action des élèves.

Pour sa part, Combat Ouvrier a dès le départ affirmé son soutien sans équivoque à la lutte des lycéens antillais face aux agressions racistes. Nous avons clairement dit qu'à la violence des racistes, il fallait opposer la violence, car c'est le seul langage que les racistes comprennent. Nous avons dit aussi que ces événements, loin d'être de simples «incidents», étaient dans la logique du système colonial dans lequel nous vivons, et que, pour en finir avec le racisme, il fallait d'abord s'attaquer à cette société pourrie qui le secrète.

PCG (Communiqué du C.C.) (Suite)

Pour mettre fin à ces maux-là, il faut

CHANGER de politique, et reconnaître la dignité du peuple guadeloupéen, son droit à l'AUTODÉTERMINATION.

Le SGE (Syndicat Général de l'Education en Guadeloupe) insiste sur «l'invasion des personnels français» (5/03/79).

Inévitablement, inexorablement, la présence d'une communauté française grandissante, de culture sociale et ethnique différente de celle du peuple guadeloupéen, et qui souvent vit, habite, travaille et s'amuse «à part», ira de plus en plus en posant des problèmes difficiles dans l'Education. Ne pas voir l'aspect fondamental de ce problème, c'est se voiler la face de façon hypocrite ou naïve ! (...) L'invasion des personnels français dans l'Education, les fonctions dirigeantes qu'ils occupent dans toutes les administrations publiques ou privées, leurs privilèges, font partie d'un PLAN de repeuplement de la Guadeloupe ourdi par

les colonialistes français. (...) Ni DOUMENGE, ni le préfet MAILLARD (cf. à FR3), ni le système colonialiste d'oppression politique, économique et culturelle, ne peuvent ni ne veulent s'opposer au racisme, à la ségrégation et à la violence réactionnaire. (...) La lutte de la jeunesse intellectuelle de Guadeloupe s'insère fondamentalement dans le combat que mène le peuple guadeloupéen contre le colonialisme français. NOUS DEVONS SOUTENIR LA LUTTE DES ELEVES ! Nous devons continuer à exiger l'arrêt de l'invasion des personnels français ! BARRONS LA ROUTE A LA REPRESION !

«Justice», l'organe du Parti Communiste Martiniquais, écrit sous le titre : «Essai d'explication du malaise lycéen» (1/03/79).

L'école fabrique de jeunes chômeurs diplômés, ne trouvant pas de travail dans leur pays, condamnés à l'émigration, à l'exil (...) Que les lycéens Martiniquais prennent de plus en plus conscience de cette situation, explique non seulement leur mécontentement, leur colère, leurs réactions parfois violentes, mais aussi entraîne chez eux une réflexion plus profonde sur les causes de la crise de l'Ecole et de la Société mar-

tiniquaise. (...) La politisation des lycéens (que certains réactionnaires regrettent et dénoncent) est donc un phénomène normal. Il n'est pas besoin de faire intervenir des «manipulateurs» pour expliquer cette politisation. C'est aussi un phénomène positif et prometteur, car elle marque la participation croissante de la jeunesse martiniquaise à la lutte de libération nationale et sociale.

De son côté, le Parti Progressiste Martiniquais (PPM) écrit :

...Les métropolitains de plus en plus nombreux dans nos pays se sentent de plus en plus forts, et se sentant de plus en plus forts, car de plus en plus nombreux, deviennent de plus en plus arrogants, méprisants, insultants envers les «sales nègres». (...) L'apartheid et la discrimination raciale, nous les avons acceptés, nous les avons tolérés. Les Martiniquais et les Martiniquaises ONT PERMIS que tous les postes de responsabilité soient occupés à 99 % par des blancs. (...) De peur de nous faire taxer de «raciste» nous acceptons passivement que les envahisseurs passent de 10.000 en 1970 à plus de 40.000 en fin 1976. Tous ceux qui votent pour les candidats RPR, UDM, UDF, souteneurs de la politique d'envahissement de notre pays, ont fait le lit de ceux qui aujourd'hui nous insultent chez nous. (...) Si les Guadeloupéens, les Guyanais, comme les Martiniquais veulent se faire respecter dans leur pays, il leur faut d'abord devenir les maîtres dans ce pays, en s'emparant du Pouvoir de décision.



La perspective la plus fructueuse pour la jeunesse : lutter pour la société socialiste !

Non à la répression contre les lycéens de Baimbridge !

Au lycée de Baimbridge, les choses semblent s'être quelque peu calmées, mais en apparence seulement. En effet, les élèves ne sont pas satisfaits des mesures prises par l'administration, mesures qu'ils trouvent insuffisantes. Ils réclament l'exclusion de tous les élèves racistes du lycée en plus des deux déjà exclus par l'administration.

De plus, ils s'opposent avec force à l'enquête policière qui a commencé au lycée, visant à rechercher les élèves guadeloupéens ayant participé aux bagarres du jeudi 15. Certains élèves ont été convoqués à la police pour y être interrogés. Le Comité de Lutte des élèves a, avec raison, décidé de se battre contre toute sanction qui pourrait être prise contre des élèves guadeloupéens et prépare un mouvement large de protestation contre la répression qui les menace.

Il est quand même un peu fort que ce soient précisément les élèves agressés par une bande de racistes qui soient maintenant poursuivis.

Il faut soutenir la lutte des élèves pour

empêcher la répression de s'abattre sur eux.

En réalité, le pouvoir cherche à réprimer les militants lycéens les plus actifs. Il ne le fera peut-être pas directement et ouvertement dans l'immédiat mais cherchera à le faire plus sournoisement. En particulier, des mesures de renvoi peuvent très bien être d'ores et déjà envisagées et prises dans le courant ou à la fin de l'année scolaire. Les autorités scolaires et coloniales reprochent aussi aux élèves, toutes les luttes qu'ils ont menées depuis le début de l'année scolaire contre les mauvaises conditions de travail, ainsi que les manifestations politiques contre le pouvoir colonial lors du Colloque Dijoud et lors de la réunion des chefs impérialistes en janvier dernier.

Dans toutes ces luttes les lycéens expriment un sentiment de révolte contre une société qui ne leur offre aucune perspective véritable.

C'est cela que leur reprochent les autorités. Et l'administration cherche un moyen de «mettre à la raison» les élèves, de briser leur combativité.

Courrier des lecteurs : Fort-de-France : INDIGNATION D'UNE EMPLOYEE DE MAISON

Nous publions ci-dessous la lettre que nous a envoyée une lectrice concernant la situation des employées de maison.

« A la lecture régulière de votre hebdomadaire (et des autres...) je regrette de ne pas vous voir dénoncer le scandale des employées de maison, exploitées, par tous et chacun (qu'ils soient métropolitains ou antillais) à des salaires indécentes (aux environs de 450 F mensuels pour un mi-temps).

A quand une enquête sérieuse sur ce sujet ?

A quand une tribune sur « Comment vivre avec 900 F par mois ? »

A quand une attitude vraiment honnête de tous ces causeurs qui, par confort moral, ne veulent pas se pencher sur leur réalité quotidienne (mais se penchent volontiers sur celle du voisin, voisin politique de préférence...).

Evidemment, c'est peut-être celui qui ne profite pas personnellement de la situation qui abandonnera enfin ce sujet (mais en reste-t-il encore un ?).

A bon entendeur, salut.

Matériau pour votre éventuelle enquête : 10 000 employées de maison en Martinique le 15 Février 1979.»

Nous partageons pleinement l'indignation de notre lectrice sur l'exploitation éhontée de cette catégorie de travailleuses qui, parce qu'elles sont isolées et soumises chacune à un patron particulier, subit plus que toute autre catégorie des conditions d'emploi révoltantes. Mais il faut aussi mettre en cause la passivité et l'inertie,

sinon l'indifférence, des organisations syndicales, qui ne cherchent pas à rassembler et à organiser ces travailleuses pour la défense de leurs conditions de travail : salaires, durée du travail, défense de leur dignité.

Le travail d'employée de maison est recherché par des centaines de femmes au chômage à qui ne s'offre pas d'autre solution que d'aller proposer leurs services à des gens plus aisés qu'elles. Et leurs employeurs ne se font généralement pas faute de profiter de la situation.

Dans la société actuelle, qui est une société basée sur l'inégalité et l'exploitation de l'homme par l'homme, il est considéré comme normal qu'une catégorie d'individus soit au service de l'autre et remplisse un certain nombre de tâches que l'autre partie ne veut pas effectuer pour une raison ou une autre. A Combat Ouvrier, nous pensons que ce genre de «service» devra disparaître, et que dans la société socialiste future, pour laquelle nous nous battons, chacun assumera ces tâches jugées aujourd'hui dégradantes et subalternes. Nous pensons également qu'il reviendra à la collectivité toute entière de se charger de régler les problèmes matériels de la vie de tous les jours (nettoyage, cuisine, garde des enfants, etc...) et que ces problèmes seront étudiés et résolus en commun avec tous les moyens dont dispose la technique moderne (restaurants et laveries communautaires, crèches nombreuses, etc...).

En attendant, comme pour tous les travailleurs, le sort des employées de maison dépendra avant tout de leur organisation et de leurs luttes contre l'exploitation.

C. G.

Pointe-à-Pitre : PTT LE TRI REPREND MAIS LA LUTTE N EST PAS ENTERREE

Les postiers du centre de tri de Pointe-à-Pitre principal ont obtenu satisfaction sur leurs revendications.

Depuis le début du mois de février, ils réclamaient un réaménagement de leur travail de l'après-midi et aussi de la demi-nuit (17h à 24h) du samedi.

Devant le refus catégorique de Hugues, le directeur départemental des PTT, d'entamer toute négociation, les postiers avaient décidé de durcir leur mouvement en se mettant en grève illimitée. Ils ajoutaient aussi à leurs revendications celles de plusieurs autres catégories d'employés, en particulier celles concernant la titularisation des auxiliaires et les conditions de travail dans les centres de commune.

La grève a été totale durant plusieurs jours.

Face à cette détermination, Hugues a bien rapidement changé d'attitude.

Dès le samedi 3 mars, il a tenu une réunion avec les dirigeants syndicaux. La négociation a duré de 15 à 24h.

Le dimanche matin, les syndicats annonçaient que l'administration acceptait de reporter le travail fait par les postiers

de brigade de demi-nuit du samedi (peu important du reste) sur la journée du lundi et donc de supprimer la demi-nuit. Pour le samedi après-midi, elle acceptait de faire une expérience sur 4 semaines en faisant travailler le samedi de 7h30 à 14h30, ceux qui travaillaient jusqu'alors de 12h à 20h.

Expérience concluante ou pas, les postiers ne sont pas décidés à revenir en arrière.

Sur les autres revendications soulevées par l'ensemble des postiers, Hugues est resté très évasif et s'est contenté de faire la promesse de présenter à nouveau au ministère un dossier des titularisations remontant à 1973.

Les postiers ont repris le travail à partir du 5 mars.

Ils n'entendent néanmoins pas abandonner leurs autres revendications. Ils se déclarent prêts à reprendre la lutte s'ils n'obtiennent pas satisfaction rapidement en particulier sur la titularisation des auxiliaires.

Marianne TIBUS

GUADELOUPE : LE TRAVAIL A LA TACHE PROFITE AUX PATRONS

Dans de nombreux champs les travailleurs qui coupent la canne à la surface ont des rangs de plus de 100 m de longueur. En principe une tâche à la surface est d'une longueur de 70 m.) Les patrons prennent comme prétexte pour augmenter la surface que les cannes sont clairsemées. Pourtant quand les rangées sont très serrées, la surface n'est pas diminuée.

Comme on le voit, les patrons gagnent toujours. Le travail à la tâche ne favorise en rien les ouvriers agricoles. Il doit être aboli.

GUADELOUPE : DANS LES CHAMPS : UN TRAVAIL DE FORÇAT

De nombreux champs de canne, sur la région du Lamentin et de Sainte-Rose sont rendus presque inaccessibles aux coupeurs à cause des herbes qui n'ont pas été enlevées durant l'inter-récolte.

Les coupeurs sont obligés de parcourir des distances fort longues pour trouver de la canne à couper. Il en est de même des attacheuses qui se donnent un mal fou pour réaliser les 400 paquets.

Dans de telles conditions la tâche devient extrêmement pénible.

Et c'est pour un salaire de misère que les ouvriers agricoles doivent s'échiner d'une telle façon !

MARTINIQUE : Socaltra NON AUX LICENCIEMENTS!



Nous publions cette semaine la suite de notre article sur la Socaltra, entreprise dans laquelle nous publions un bulletin Combat Ouvrier.

A l'heure où nous écrivons, la situation s'est tendue à la Socaltra, à la suite de l'annonce par le patron de prochains licenciements. Prétextant une baisse des commandes de l'entreprise, il a en effet annoncé aux travailleurs qu'il se voyait dans «l'obligation» de licencier 15 personnes et de donner au reste du personnel un mois de mise à pied forcée réparti sur 4 mois (une semaine par mois).

Aussitôt les travailleurs ont réagi, faisant comprendre au patron qu'ils n'étaient pas prêts à accepter pareilles mesures. S'il y a moins de travail, le patron n'a qu'à donner la semaine de 35 h pour tous, mais sans diminution de salaire. Il n'y a aucune raison que les ouvriers fassent les frais d'une baisse

d'activité (qui n'est d'ailleurs pas prouvée) de l'entreprise.

Du temps où la Socaltra faisait de bonnes affaires (et rien ne dit que ce temps est terminé), elle n'en a jamais fait profiter son personnel. Les patrons ont empêché les profits sans accorder la moindre augmentation de salaire. Aujourd'hui ils voudraient que ce soient les ouvriers qui fassent les frais de leur gestion : pendant des mois ils ont fait accélérer les travaux, maintenant ils déclarent n'avoir plus de commandes, alors que tout le monde sait que divers projets sont dans les dossiers de la Socaltra. De toute façon, la gestion de l'entreprise n'est pas le problème des travailleurs car ce ne sont pas eux qui encaissent les bénéfices.

Aussi ils entendent bien aujourd'hui ne pas être les victimes d'une restructuration de l'entreprise que les patrons comptent entreprendre sur leur dos.

CEUX DONT LE TRAVAIL ENRICHIT LA SOCALTRA

La Socaltra qui comptait 150 ouvriers en 1971, n'en compte aujourd'hui plus que 112, après être descendue à 94 entre 1976 et 1978. Mais elle pratique une embauche constante de travailleurs intérimaires selon les besoins et les commandes en cours. Ces travailleurs sont surexploités et sont soumis pieds et poings liés aux exigences de la Socaltra, notamment en ce qui concerne les heures supplémentaires. Aussi sont-ils utilisés par le patron comme un facteur de division entre les ouvriers. D'autre part, l'agence d'intérim qui les «loue» à la Socaltra fait également du bénéfice sur leur dos. Pour toutes ces raisons le Syndicat de la Métallurgie CGTM se déclare contre le travail d'intérim et revendique l'embauche définitive de ces travailleurs dans l'entreprise.

Une dizaine d'employés travaillent dans les bureaux. Le reste du personnel est employé sur les chantiers au montage des constructions métalliques faites à l'atelier.

Au-dessus des ouvriers et employés se trouve le personnel d'encadrement et de maîtrise, qui comprend un directeur technique, un directeur administratif, 3 contremaîtres et 4 chefs d'équipes. Le PDG vient de France une fois tous les trois mois pour jeter «l'œil de maître» sur l'ensemble des travaux, du personnel, et contrôler la bonne marche de l'entreprise. C'est ce même PDG qui dernièrement a apporté aux ouvriers une Convention Collective de sa composition, qui n'est ni plus ni moins qu'une codification de l'exploitation renforcée que subissent les travailleurs dans l'entreprise. Naturellement ces derniers la refusent.

Un fait est à souligner : c'est que tandis que tous les ouvriers et employés sont des Antillais, la maîtrise est uniquement constituée de Français. Ces derniers ont d'ailleurs bien souvent, sous des dehors paternalistes, une attitude méprisante et arrogante vis-à-vis des ouvriers, qui parfois confine au racisme.

Tandis que le salaire mensuel d'un directeur technique avoisine le million et demi d'anciens francs, celui du manoeuvre est de 12,50 F l'heure, et celui de l'OQ3 de 17 F. Il existe 3 catégories au-dessus des manoeuvres : OS eux-mêmes divisés en OS 1, 2 et 3, OQ 1, 2 et 3 et OHQ 1, 2 et 3. Chacune de ces catégories est divisée en sous-catégories. C'est ainsi qu'il existe des OS1-1, des OS2-2 et des OS2-3, etc... De même pour les OQ. Cette division ne correspond à rien professionnellement et est accordée par le patron «à la tête du client», ce qui lui permet pour quelques centimes de plus ou de moins sur le salaire, de diviser au maximum les ouvriers entre eux. Comme tous les patrons, celui de Socaltra emploie la tactique bien connue du «diviser pour régner». Les ouvriers sont payés à l'heure, tandis que le personnel des bureaux est mensuel. Aussi les ouvriers réclament-ils la mensualisation.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les conditions de travail se signalent par des cadences de travail effrénées. L'accélération des cadences ajoutée à la négligence des chefs et de la direction concernant la sécurité, est la cause de multiples accidents. Dernièrement un ouvrier a eu le doigt coupé et la main paralysée lors d'un accident causé par du matériel défectueux. Un autre ayant eu le bras cassé à la suite d'une chute sur un chantier causée par une protection insuffisante, est resté partiellement handicapé. Mais plus fréquents sont les accidents légers (brûlures, copeaux métalliques dans l'œil, etc...) dus en grande partie aux cadences accélérées et à la mauvaise adaptation, ou à l'absence du matériel de protection.

Les ouvriers se sont regroupés au sein d'un syndicat de la Métallurgie affilié à la CGTM, qui a récemment mis sur pied une Convention Collective valable pour toutes les entreprises de la Métallurgie.

A CAPESTERRE VOTEZ PHILIPPE ANAIS !

Le candidat de notre tendance à Capesterre-Belle Eau (Guadeloupe) est Philippe ANAIS. Originaire de Capesterre, Anaïs Philippe est issu d'une famille d'ouvriers et de petits commerçants qui, dans les années 50 étaient parmi ceux qui donnèrent naissance au Parti Communiste Guadeloupéen dans la région de Capesterre.

Très jeune il sut ce qu'était la lutte des travailleurs, pour la vivre au travers de l'expérience de sa propre famille. En ces années 50 les organisations ouvrières étaient très combattues, et les luttes des ouvriers de Marquisat et de toute la population de Capesterre étaient très rudes.

Pendant le temps de ses études secondaires, il fut profondément marqué par la révolution cubaine à laquelle aucun jeune lycéen ou étudiant conscient de l'époque ne pouvait rester insensible, sans toutefois pouvoir encore en saisir les limites.

Anaïs s'en va en France pour poursuivre des études secondaires. Mais il prend alors conscience — ayant baigné dans son adolescence dans un milieu pour qui le communisme se confondait avec le stalinisme — que le véritable communisme ne passe pas par la politique prônée par les partis stalinistes dits « communistes ».

Et bien avant d'autres qui condamnent aujourd'hui l'immobilisme et le réformisme du Parti communiste guadeloupéen, il s'engage dans une autre voie, et s'attelle à la construction d'un nouveau parti communiste. Tâche qu'il poursuit aujourd'hui encore après plusieurs années de militantisme et de dévouement ininterrompu à la cause de la classe ouvrière.

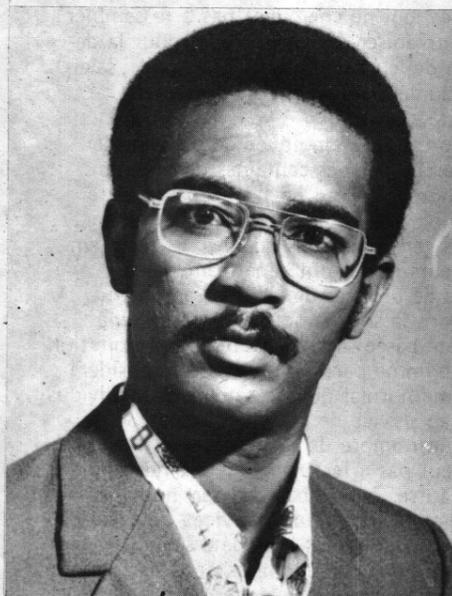
L'action et la vie de ANAIS Philippe se confondent avec l'action de notre tendance parmi les travailleurs agricoles de la région Capesterre Goyave.

Cette action depuis plusieurs années a consisté à aider les travailleurs des plantations à s'organiser et s'éduquer pour être plus forts dans la lutte contre l'exploitation.

Pour vivre, Anaïs exerce la profession d'instituteur. Il a 36 ans. Il est militant syndical et membre de la direction de COMBAT OUVRIER.

Il appellera les travailleurs de Capesterre au cours de cette campagne des cantonales à le désigner pour défendre et représenter leurs intérêts au sein de l'assemblée locale.

Anaïs, en tant que militant révolutionnaire socialiste, ne croit pas que c'est au sein du conseil général que les revendications des travailleurs pourront être satisfaites. Mais là où les travail-



leurs ont la possibilité d'envoyer des gens qu'ils élisent il vaut mieux pour eux de ne pas choisir pour cela des gens qui n'ont rien à voir avec leurs luttes.

Les 18 et 25 Mars : VOTEZ
COMBAT OUVRIER !
VOTEZ ANAIS PHILIPPE !

Alors même si ce n'est que la moitié des électeurs qui peuvent s'exprimer, là aussi comme en d'autres élections, les travailleurs ont la possibilité d'utiliser le bulletin de vote pour condamner la politique des gens au pouvoir. Après des événements comme ceux de Baimbridge et Trinité qui ont marqué profondément l'opinion pour ce qu'ils révèlent de la situation d'inégalité et d'oppression que connaissent les peuples des Antilles, les travailleurs pourront faire connaître leurs sentiments actuels et condamner la politique coloniale odieuse et méprisante qui s'exerce ici.

Le résultat de leur vote peut être — si les travailleurs le veulent vraiment — d'envoyer aux conseils généraux de Guadeloupe ou de Martinique des conseillers de Combat Ouvrier.

Car cela voudra dire qu'il existe un mécontentement profond parmi les travailleurs et que ceux-ci ne sont plus résignés à accepter les atteintes successives et cumulées à leur niveau de vie et à leur dignité.

Tout cela les travailleurs peuvent le dire les 18 et 25 mars en votant pour les candidats de Combat Ouvrier là où ceux-ci se présentent.

C'est-à-dire dans les cantons de Capesterre-Belle Eau et Lamentin — pour la Guadeloupe. Et au Robert — pour la Martinique.

Dans tous les autres cantons, nous appelons les travailleurs à voter le plus à gauche possible — d'après les partis en présence, et à refuser en tout cas de donner leur soutien aux partis giscardiens et RPR qui sont au pouvoir et sont responsables de la situation de crise et de la politique anti-populaire du gouvernement giscard-RPR.

Le 18 et 25 Mars votez le plus à gauche possible.

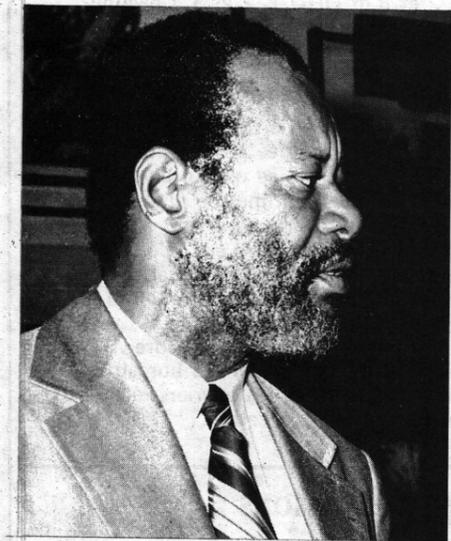
VOTEZ COMBAT OUVRIER
à Capesterre-Belle Eau, au Lamentin et au Robert.

Georges RASSAMY

LAMENTIN (Gpe) : échos de la campagne...

Notre candidat au Lamentin a déjà tenu plusieurs réunions électorales. Les échos recueillis lors de ces réunions montrent qu'il existe un profond mécontentement dans la population du Lamentin à l'encontre du conseiller sortant Dagonia.

Celui-ci cumule d'ailleurs plusieurs mandats : conseiller général, maire, président du conseil général, sénateur. Mais Dagonia n'en est pas plus actif, ni plus dévoué pour cela aux intérêts des travailleurs, bien qu'il se dise « socialiste ».



Dagonia

La population du Lamentin lui reproche une série de méfaits et de comportements.

Après six années d'exercice du mandat de conseiller et de président de l'assemblée locale, ses propres électeurs d'autrefois lui reprochent aujourd'hui de n'avoir rien fait ni pour les habitants du canton, ni pour l'ensemble de la population laborieuse de Guadeloupe.

Or pendant cette période, le pouvoir a dirigé de nombreuses attaques contre les couches laborieuses de la population.

Tout récemment encore, les petits planteurs ont vu le pouvoir fixer le prix de la canne au niveau ridiculement bas de 116,12 F la tonne.

Et Dagonia a accepté cela, n'élevant qu'une vague protestation non suivie d'effet.

Elu de cette population ouvrière paysanne du Lamentin, il n'est jamais venu vers elle pour étudier avec elle les moyens d'action pour s'opposer à ce coup bas de l'administration préfectorale.

Et il en a été de même lors de l'affaire de l'implantation de la Compagnie Fruitière dans la région. Bien loin de participer ou de soutenir les luttes en cours, Dagonia a laissé le pouvoir s'attaquer aux trois syndicalistes qui luttaient contre la Compagnie Fruitière. La population du Lamentin est tellement montée contre le conseiller sortant qu'elle croit même — et dur comme fer — que c'est Dagonia qui a poussé à l'arrestation des syndicalistes !!

Mais c'est surtout sur la gestion municipale que la colère des lamentinois est

grande.

Bien des gens sont scandalisés par le problème de l'eau dans la région. Outre que la desserte en eau laisse à désirer, il faut encore payer des factures d'un montant exagérément élevé. Quelquefois certains ont eu à payer des 500 F et 600 F (!) pour un trimestre ! C'est du reste cela qui, il y a deux mois, avait provoqué la mobilisation d'un nombre important de consommateurs qui sont allés demander des comptes à Dagonia.

De plus la jeunesse de cette commune lui reproche de ne rien faire pour aider leurs différentes associations sportives et culturelles. Les subventions accordées au club de foot-ball (Le Stade Lamentinois) s'élève à 750 F pour l'année !!

Le mécontentement commence également à grandir parmi les femmes qui sont employées dans les différentes cantines scolaires. Elles ne veulent plus accepter que du fait du nombre réduit d'heures de travail quotidien (2 heures en moyenne), elles ne puissent bénéficier de certaines prestations sociales (remboursement des frais d'hospitalisation par exemple).

Notre candidat dans ce canton dénonce cette mauvaise gestion et la passivité du conseiller sortant face à la politique du pouvoir. Il s'attache à expliquer que cette mauvaise gestion et cette passivité sont le résultat d'un choix politique délibéré de Dagonia : celui de ne rien faire qui puisse déplaire aux riches et aux capitalistes.

Il faut condamner ce choix politique de Dagonia et profiter de cette élection pour lui signifier le mécontentement de toute la population laborieuse.

Et pour cela il y a un moyen bien simple, c'est de lui enlever son mandat de conseiller général. La leçon qu'il aura ainsi reçue lui sera peut-être salutaire. Son comportement vis-à-vis des travailleurs changera peut-être.

En tout cas, il est sûr que ce n'est pas en continuant à le soutenir de leurs votes que les travailleurs peuvent le contraindre à changer d'attitude, mais bien en lui donnant cette leçon qui consiste à élire quelqu'un d'autre au conseil général.

Et après tout, pourquoi un seul homme aurait-il le privilège de grouper en ses mains tant de mandats ? Au moment où des voix s'élèvent dans les milieux politiques, y compris ceux dont fait partie Dagonia, contre le cumul des mandats, eh bien, les travailleurs du Lamentin ont l'occasion d'appliquer eux-mêmes une conception plus démocratique, en élisant eux-mêmes quelqu'un d'autre que Dagonia au poste de conseiller du Lamentin.

Notre camarade Bruno TREIL peut être ce nouveau conseiller.

C'est aux travailleurs du Lamentin de dire s'ils le jugent digne de représenter et de défendre leurs intérêts au Conseil général et dans le canton du Lamentin aux côtés de tous ceux qui auront des revendications à présenter, des luttes à mener.

Jean IGNACE

International — L'AGRESSION CHINOISE NE PROFITE QU'À L'IMPERIALISME

Bien que les dirigeants chinois annoncent un retrait imminent de leurs troupes du Vietnam, leur agression militaire se poursuit. Des combats acharnés se poursuivent, en particulier autour des villes de Cao-Bang et de Lang-Son.

En maintenant la pression de leurs troupes autour de ces deux villes stratégiques, les dirigeants chinois tiennent à poursuivre leur démonstration de force à défaut d'un franc succès militaire.

En définitive, le gouvernement chinois n'aura pas donné de « leçon » aux vietnamiens comme il le prétendait. D'abord parce que sur le terrain, l'armée vietnamienne n'a subi aucune défaite et ses reculs ont été bien calculés, ensuite, parce que le gouvernement n'a jusqu'à présent cédé à aucune des exigences des dirigeants chinois,

notamment sur le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge.

Il est difficile de dire si les troupes chinoises vont se retirer dans l'immédiat ou se maintenir à l'intérieur des frontières vietnamiennes.

Mais, ce que visent à plus ou moins long terme les dirigeants chinois c'est d'imposer au régime vietnamien des négociations à propos du Laos et du Cambodge où le Vietnam maintient une présence militaire importante.

Le gouvernement chinois n'a pas admis que le Vietnam ait fait basculer le Cambodge dans son camp et dans le camp de l'URSS. Il tient à jouer son rôle de gendarme en Asie et surtout à prouver à l'impérialisme sa capacité à jouer.

Si les dirigeants chinois parvenaient à

obtenir du Vietnam un retrait de ses troupes du Cambodge, ce serait la preuve que, après s'être retiré d'Asie l'impérialisme a misé sur le bon remplaçant, la Chine, qui se montre apte à jouer à sa place le rôle de gendarme et maintenir l'ordre dans cette région du monde. Ce serait donc un succès pour la diplomatie et la politique impérialistes.

Bien sûr, à l'heure actuelle rien ne permet de dire si un accord entre le Vietnam et la Chine se fera et si même des négociations auront lieu de sitôt.

En attendant, des milliers de morts continuent à s'accumuler sur le terrain. Et, cette guerre montre clairement dans quel camp se situe la Chine : celui de l'impérialisme car en dernier ressort c'est à lui seul que cette guerre profite.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

GIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire